Une question de survie

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
September 2017

Le Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix prÃ©sente le fruit de ses rÃ©flexions dans un rapport d'une centaine de pages : "A Matter of Survival" (Une question de survie). Quinze pays parrainaient le projet visant Ã initier une coopÃ©ration internationale efficace faisant de l'eau un instrument de paix. H2o septembre 2017.

UNE QUESTION DE SURVIE

Rapport du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix

Â

Vers une coopÃ©ration internationale efficace pour faire de l'eau un instrument de paix

Le Panel de haut niveau sur l'eau est parvenu Ã la conclusion que le dÃ©fi mondial de l'eau n'Ã©tait pas uniquement une affaire de dÃ©veloppement et de droits de l'homme, mais Ã©galement de paix et de sÃ©curitÃ©. Il est donc urgent de l'aborder Ã tous les niveaux de maniÃ¨re globale et intÃ©grÃ©e, depuis le Conseil de sÃ©curitÃ© de l'ONU et les autres organisations multilatÃ©rales jusqu'aux institutions locales. Ce dÃ©fi appelle une approche nouvelle sur le plan de la rÃ©flexion, des pratiques et des institutions, notamment dans les dommaines de la diplomatie, du droit international, de la gestion des donnÃ©es, de la finance, de la gestion de la sÃ©curitÃ©, de la technologie, du changement climatique et de la lutte contre la pollution. Le Panel a soumis plusieurs recommandations dans tous ces domaines car nous pensons qu'affronter le dÃ©fi mondial de l'eau n'est pas une tÃ¢che comme les autres. C'est une question de survie.

Dr Danilo TÃ¼rk

PrÃ©sident du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix

Â

Pannel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix

photos de Martine Le Bec

h2o - septembre 2017

Â

InitiÃ© en novembre 2015 Ã GenÃ¨ve, le Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix avait reÃ§u pour tÃ¢che l'Ã©laboration de propositions visant Ã renforcer les instruments et le cadre Ã mettre en place pour Ã©viter et rÃ©duire les conflits liÃ©s Ã l'eau au niveau mondial et rÃ©gional, ainsi que l'utilisation de leau comme un instrument de coopÃ©ration et de paix. Quinze pays parrainaient le projet : le Cambodge, la Colombie, le Costa Rica, l'Espagne, l'Estonie, la France, le Ghana, la Hongrie, la Jordanie, le Kazakhstan, le Maroc, Oman, le SÃ©nÃ©gal, la SlovÃ©nie et la Suisse. Le Panel s'est rÃ©un Ã quatre reprises Ã GenÃ¨ve, Ã Dakar, San JosÃ© et Amman pour Ã©changer avec des experts rÃ©gionaux afin d'alimenter s rÃ©flexions. Le PÃ´le Eau GenÃ¨ve assurait le secrÃ©tariat du Panel et le Strategic Foresight Group, un think tank basÃ© Ã Mumbai, a Ã©galement soutenu son travail.

Les membres du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix

PrÃ©sident : Pr Danilo TÃ¼rk, dÃ©signÃ© par la RÃ©publique de SlovÃ©nie. TroisiÃ¨me PrÃ©sident de la SlovÃ©nie (2007-2 Pr Danilo TÃ¼rk est actuellement professeur Ã©mÃ©rite de droit international Ã l'UniversitÃ© de Ljubljana, SlovÃ©nie.Â Vice-prÃ©sidents : S.E. M. Mansour Faye, dÃ©signÃ© par la RÃ©publique du SÃ©nÃ©gal - Mansour Faye est ministre de l'hydrauliq et de l'assainissement de la RÃ©publique du SÃ©nÃ©gal depuis juillet 2014 et Ã©galement maire de la ville de Saint-Louis Ã l'embouchure du fleuve SÃ©nÃ©gal ; Dr. Alvaro UmaÃ±a Quesada, dÃ©signÃ© par la RÃ©publique du Costa RicaÂ -Â ministre l'Ã©nergie et de l'environnement du Costa Rica de 1986-1990, Alvaro UmaÃ±a Quesada est actuellement co-prÃ©sident de la Climate Transparency.

Membres (par ordre de nomination des Ã‰tats co-parrains) :Â Pr Laurence Boisson de Chazournes, dÃ©signÃ©e par la Suiss Professeure Ã la facultÃ© de droit de l'UniversitÃ© de GenÃ¨ve, Laurence Boisson de Chazournes est experte et conseillÃ¨re envers de nombreux Ã‰tats, organisations internationales, associations et fondations ;Â Dr Claudia Patricia Mora, dÃ©signÃ©e par la RÃ©publique de Colombie. Ancienne vice-ministre de l'eau et deÂ l'assainissement de la RÃ©publique de Colombie, Claudia Patricia Mora est actuellement partenaire et cheffe du dÃ©partement du droit de l'environnement au cabinet d'avocats Pinilla, GonzÃ¡lez et Pieto ;Â Dr Pascual Fernandez, dÃ©signÃ© par l'Espagne. Ancien secrÃ©taire d'Ã‰tat pour l'eau les cÃ´tes espagnoles, Pascual Fernandez exerce en tant que professeur d'Ã©conomie appliquÃ©e au domaine de l'environnement Ã l'UniversitÃ© Juan Carlos de Madrid ;Â Pr Andras SzÃ¶llÃ¶si-Nagy, dÃ©signÃ© par la RÃ©publique de Hong Ancien directeur de l'UNESCO-IHE, Andras SzÃ¶llÃ¶si-Nagy est professeur de gestion durable de l'eau Ã l'UniversitÃ© nationale du Service public en Hongrie ;Â Son Altesse royale le Prince Hassan bin Talal, dÃ©signÃ© par le Royaume hachÃ©mite de Jordanie. Son Altesse royale prÃ©side le conseil consultatif du SecrÃ©tariat gÃ©nÃ©ral des Nations unies sur l'eau et l'assainissement (UNSGAB) ;Â M. Yerlan Nysanbayev, dÃ©signÃ© par la RÃ©publique du Kazakhstan. Vice-ministre de la RÃ©publique du Kazakhstan, Yerlan NysanbayevÂ a Ã©tÃ© en charge deÂ l'agriculture et depuis 2013 de la protection d l'environnement ;Â Hon. Mike Hammah, dÃ©signÃ© par la RÃ©publique du Ghana. Mike HammahÂ a Ã©tÃ©Â ministre du terr et des ressources naturelles de la RÃ©publique du Ghana ;Â M. Ciaran O'Cuinn, dÃ©signÃ© par le Sultanat de Oman. Ciaran O'Cuinn est directeur du Centre de dÃ©salinisation du Moyen-Orient Ã Oman depuis 2013 ;Â Dr Andres Tarand, dÃ©signÃ© pa l'Estonie. Andres Tarand a Ã©tÃ© Premier ministre de la RÃ©publique d'Estonie en 1994-1995 ;Â S.E. M. Thor Chetha, dÃ©sign par le Royaume du Cambodge. Thor Chetha est secrÃ©taire d'Ã‰tat auprÃ¨s du ministÃ¨re des ressources hydriques et de la mÃ©tÃ©orologie du Royaume du Cambodge depuis 2013 ;Â M. Franck Galland, dÃ©signÃ© par la France. Franck Galland est fondateur et directeur de Environmental Emergency and Security Services ;Â M. Abdelaziz Ameziane, dÃ©signÃ© par le Royaume du Maroc. Abdelaziz Ameziane est gestionnaire de projets et conseiller auprÃ¨s duÂ secrÃ©tariat gÃ©nÃ©ral du ministÃ¨re marocain de l'eau.Â

Le drame de l'eau

Le monde est confrontÃ© au drame de l'eau. Quelque deux milliards de personnes n'ont pas accÃ¨s Ã l'eauÂ potable salubre. La plupart d'entre elles vivent dans des rÃ©gions du monde fragiles et souvent violentes. Dans les conflits armÃ©s contemporains, les ressources et les installations hydriques font l'objet d'attaquesÂ toujours plus frÃ©quentes et sont utilisÃ©es comme armes de guerre. En outre, la pÃ©nurie d'eau est exacerbÃ©e dans un monde oÃ¹ une population de plus en plus nombreuse doit faire face aux changements climatiques induits par l'activitÃ© humaine. MalgrÃ© ces problÃ¨mes, l'humanitÃ© va devoir trouver le moyen d'augmenter de moitiÃ© sa production de nourriture et de doubler sa production d'Ã©nergie d'ici le milieu du siÃ¨cle.Â

Il est essentiel de repenser les fondements de la coopÃ©ration internationale en matiÃ¨re d'eau et de mettre l'ONU au centre des efforts dÃ©ployÃ©s pour apporter les changements politiques et institutionnels nÃ©cessaires. L'AssemblÃ©e gÃ©nÃ©rale des Nations unies devrait convoquer une confÃ©rence intergouvernementale mondiale pour la coopÃ©ration internationale en matiÃ¨re d'eau dans le but d'Ã©laborer une stratÃ©gie de coopÃ©ration, d'en dÃ©finir les prioritÃ©s spÃ©cifiq et de formuler un plan d'action pour les cinq annÃ©es suivant la confÃ©rence.

PlongÃ©e dans les abysses : L'eau dans les conflits armÃ©s

La tendance d'un certain nombre de conflits armÃ©s contemporains est de prendre toujours davantageÂ pour cibles les ressources en eau et les infrastructures hydriques ou de les utiliser comme armes de guerre, en particulier dans les zones urbaines. Ces pratiques constituent des violations flagrantes du droit international humanitaire qui doivent Ãªtre condamnÃ©es. Les Ã‰tats ont l'obligation de respecter et de faire respecter le droit international humanitaire. La communautÃ© internationale tout entiÃ¨re devrait apporter son aide aux organisations humanitaires, car un partenariat permanent, Ã long terme, entre organisations humanitaires et prestataires de services locaux revÃªt une importance capitale pour la protection ou la remise en Ã©tat efficaces des infrastructures hydriques.Â

Les efforts internationaux pour prÃ©server la paix et la sÃ©curitÃ© doivent inclure des politiques efficacesÂ permettant de protÃ©ger les infrastructures hydriques contre toutes les attaques, y compris terroristes, tout en accordant une prioritÃ© particuliÃ¨re aux besoins humanitaires des populations civiles touchÃ©es. Le Conseil de sÃ©curitÃ© de l'ONU porte la responsabilitÃ© principale Ã cet Ã©gard et devrait envisager d'adopter, dans le cadre de son action pour la protection des civils dans les conflits armÃ©s, une rÃ©solution relative Ã la protection des ressources et installations hydriques dans toutes les situations inscrites Ã l'ordre du jour du Conseil.Â

Mieux vaut prÃ©venir : Droit international de l'eau et coopÃ©ration dans le domaine des eaux transfrontiÃ¨res

Mieux vaut prÃ©venir que guÃ©rir. Le droit international de l'eau a Ã©laborÃ© un certain nombre de principes et de normes, et mis en place des institutions qui forment la base de la coopÃ©ration internationale en matiÃ¨re d'eau et amÃ©liorent la stabilitÃ© et la prÃ©vention des conflits. La Convention des Nations unies de 1997 sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux Ã des fins autres que la navigation et la Convention de l'UNECE (Commission Ã©conomique pour l'Europe des Nations unies) de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontiÃ¨res et des lacs internationaux sont les principaux instruments internationaux Ã cet Ã©gard. Le principe d'unÂ usage raisonnable et Ã©quitable des cours d'eau et l'obligation de ne pas causer de dommages significatifs constituent le noyau autour duquel des rÃ©gimes internationaux adÃ©quats peuvent se dÃ©velopper. Le droit Ã une eau potable salubre et Ã l'assainissement es reconnu comme Ã©tant un impÃ©ratif moral de notre temps et comme un droit de l'homme.

Toutefois, nombreuses sont les rÃ©gions du monde oÃ¹ il reste encore fort Ã faire pour que la coopÃ©ration rÃ©gionale et transfrontaliÃ¨re en matiÃ¨re d'eau parvienne au niveau souhaitÃ©. Cette nÃ©cessitÃ© concerne les bassins fluviaux, dont certains sont traditionnellement sensibles, ainsi que les aquifÃ¨res transnationaux. Ces derniers sont critiques car le niveau actuel de coopÃ©ration international est loin d'Ãªtre satisfaisant : sur environ 400 aquifÃ¨res transnationaux, seuls cinq font l'objet d'accords internationaux. Tout comme les instruments juridiques non contraignants, les accords sur les eaux transfrontiÃ¨res et les institutions y affÃ©rentes reprÃ©sentent des outils prÃ©cieux qu'il conviendrait d'utiliser davantage.Â

QuantitÃ© et qualitÃ© : Renforcement des processus dÃ©cisionnels fondÃ©s sur la connaissance et sur les donnÃ©es et coopÃ©ration en vue d'assurer la sÃ©curitÃ© et de consolider la paixÂ

Face aux changements qui affectent la quantitÃ© de l'eau, tels que les sÃ©cheresses et les inondations, et qui sont de plus en plus provoquÃ©s par les effets des changements climatiques induits par l'activitÃ© humaine, il faut intensifier la coopÃ©ration internationale et renforcer les institutions. Dans le mÃªme temps, il est urgent de remÃ©dier Ã la dÃ©gradation de la qualitÃ© de l'eau qui touche de nombreuses rÃ©gions du monde, en partie pour les mÃªmes raisons. Un autre problÃ¨me est celui des aquifÃ¨res transnationaux lorsque les volumes prÃ©levÃ©s dans la nappe phrÃ©atique dÃ©passent la capacitÃ© naturelle de cet aquifÃ¨re Ã se rÃ©alimenter. La situation des aquifÃ¨res est souvent mÃ©connue alors que le processus d'Ã©puisement se poursuit. Les instruments techniques, juridiques et politiques disponibles pour rÃ©gler ces problÃ¨mes varient selon les rÃ©gions et les pays.

Par consÃ©quent, la surveillance et le partage des donnÃ©es sont des tÃ¢ches importantes qui devraient se voir accorder la prioritÃ© au niveau mondial. Il faut dÃ©velopper un systÃ¨me mondial intÃ©grÃ© et solide de donnÃ©es et de surveillance des donnÃ©es, en se fondant sur les travaux en cours de l'Organisation des Nations unies pour l'Ã©ducation, la science et la culture (UNESCO), de l'Organisation mÃ©tÃ©orologique mondiale (OMM) et du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Une autre tÃ¢che cruciale concerne l'application des normes internationales de qualitÃ© de l'eau et la poursuite de leur dÃ©veloppement, tant au niveau rÃ©gional que mondial. Enfin, il faudra surmonter la fragmentation actuelle du paysage institutionnel liÃ© aux problÃ¨mes de l'eau.Â

Diplomatie citoyenne, gestion intersectorielle de l'eau et prises de dÃ©cisionÂ

Ã‰tant donnÃ© que la gestion de l'eau et la coopÃ©ration en matiÃ¨re d'eaux transfrontiÃ¨res ont un impact direct sur la santÃ© et le bien-Ãªtre de la population, et qu'elles comportent par consÃ©quent une dimension Ã©thique majeure, la gouvernance de l'eau, sous toutes ses formes, doit permettre Ã toutes les parties prenantes de participer Ã la prise de dÃ©cision. Il importe en outre d'examiner, attentivement et dans le respect des besoins de tous, les compromis nÃ©cessaires entre les diffÃ©rentes utilisations de l'eau (agriculture, production d'Ã©nergie, exploitation miniÃ¨re, consommation humaine, etc.). MÃªme si la plupart des dÃ©cisions se prennent au niveau des Ã‰tats, il faudrait Ã©tudier les bonnes pratiques et intÃ©grer les enseignements tirÃ©s. Lorsque les dÃ©cisions relÃ¨vent de la coopÃ©ration en matiÃ¨re d'eaux transfrontiÃ¨res, il faudrait permettre la participation de toutes les parties prenantes.

La transparence et le partage des donnÃ©es sont des paramÃ¨tres particuliÃ¨rement importants pour la prise des dÃ©cisions liÃ©es Ã l'eau et les gouvernements feraient bien de garantir les plateformes de dialogue nÃ©cessaires entre toutes les parties prenantes. Le fonctionnement efficace de ces plateformes passe par un investissement systÃ©matique dans l'Ã©ducation relative Ã l'eau, et ce Ã tous les niveaux, y compris celui de l'autonomisation des femmes. Les pratiques exemplaires devraient Ãªtre Ã©tudiÃ©es et tous les gouvernements et autres parties prenantes devraient appliquer les enseignements tirÃ©s. Le Pacte mondial des Nations unies (UN Global Compact), qui implique des dizaines de milliers d'entreprises privÃ©es de par le monde, jouerait un rÃ´le dÃ©terminant dans le dÃ©veloppement d'un code de pratique volontaire adÃ©quat en matiÃ¨re de gestion de l'eau.Â

Innovation financiÃ¨re pour la coopÃ©ration en matiÃ¨re d'eauÂ

Ã€ notre Ã©poque, l'encouragement de la coopÃ©ration en matiÃ¨re d'eaux transfrontiÃ¨res reprÃ©sente une prioritÃ© importar Il faut donc dÃ©velopper des mÃ©canismes financiers durables consacrÃ©s Ã la promotion de l'eau en tant qu'instrument de paix. Les infrastructures des eaux transfrontiÃ¨res (barrages, systÃ¨mes d'irrigation, etc.) sont actuellement financÃ©es par divers investisseurs des secteurs, privÃ© et public, par des mÃ©canismes financiers existants tels que le Programme Eaux internationales du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et par d'autres mÃ©canismes de financement liÃ©s au changement climatique, ainsi que par des donateurs bilatÃ©raux et multilatÃ©raux. Il faudrait Ã©galement utiliser efficacement les sources de financement traditionnelles pour promouvoir les projets de coopÃ©ration liÃ©s aux eaux transfrontiÃ¨res.

Il faut Ã©galement des mesures d'incitation supplÃ©mentaires, qui pourraient englober l'octroi deÂ financements privilÃ©giÃ©s taux prÃ©fÃ©rentiels pour les projets de collaboration transfrontaliÃ¨re dans le domaine des ressources et infrastructures hydriques de grande taille. Il est Ã©galement possible d'envisager les mesures d'incitation suivantes : bonification d'intÃ©rÃªt, financement des travaux prÃ©paratoires et des frais d'assurance et octroi de subventions de contrepartie. Le Panel recommande Ã cet effet la crÃ©ationÂ d'un Fonds bleu. En outre, nous jugeons important de mettre en place un espace sÃ»r, c'est-Ã -dire permettant les consultations en amont des nÃ©gociations ainsi que d'autres activitÃ©s liÃ©es aux premiÃ¨res phases d'Ã©laboration d'un projet. En aidant les parties prenantes Ã rÃ©gler les problÃ¨mes de mise en œuvre majeurs bien Ã l'avance et Ã prÃ©parer les projets de maniÃ¨re proactive, cet espace pourrait amÃ©liorer la confiance mutuelle et soutenir sensiblement le processus de dÃ©cision financiÃ¨re.

En quÃªte d'efficacitÃ© : Les nouveaux mÃ©canismes de l'hydro-diplomatie

DiffÃ©rentes institutions internationales travaillent sur les questions liÃ©es Ã l'eau, depuis les organisations de recherche et de gestion des connaissances jusqu'aux organisations rÃ©gionales et Ã divers acteurs des Nations unies, en passant par les organisations responsables des bassins fluviaux et les systÃ¨mes de gestion des eaux transfrontiÃ¨res. Certes, elles accomplissent toutes un travail important et contribuent Ã la coopÃ©ration internationale en matiÃ¨re d'eau, mais ce qui est dÃ©sormais nÃ©cessaire, c'est un cadre institutionnel pour relier ces acteurs clÃ©s, renforcer et complÃ©ter les structures, les initiatives et l'expertise actuelles. Autrement dit, nous devons exploiter l'eau en tant qu'instrument de coopÃ©ration et de paix. Nous n'avons pas besoin d'une agence supplÃ©mentaire, mais d'un mÃ©canisme nouveau qui amÃ©liore notre capacitÃ© Ã agir ensemble.

Le Panel propose donc l'Observatoire mondial pour l'eau et la paix (OMEP) pour aider les gouvernements Ã utiliser l'eau en tant qu'instrument de coopÃ©ration, Ã Ã©viter les tensions et les conflits et Ã construire la paix. L'OMEP travaillerait en Ã©troite collaboration avec les organisations existantes qui, aux niveaux rÃ©gional et mondial, sont spÃ©cialisÃ©es dans la coopÃ©ration en matiÃ¨re d'eau et dans l'exploitation du potentiel de l'eau comme instrument de consolidation de la paix.
Ce nouveau mÃ©canisme serait axÃ© sur l'hydro-diplomatie au-delÃ de la gestion conjointe, et organiserait Ã©galement les consultations requises pour crÃ©er des "espaces sÃ»rs" pour le financement des projets de coopÃ©ration en matiÃ¨re d'eaux transfrontaliÃ¨res.

Vers un Observatoire mondial pour l'eau et la paix

Le conseiller fÃ©dÃ©ral Didier Burkhalter et FranÃ§ois MÃ¼nger, directeur du PÃ´le Eau GenÃ¨ve, ont signÃ© un accord en v d'Ã©tendre les activitÃ©s du pÃ´le. L'objectif est de crÃ©er Ã terme un observatoire mondial pour l'eau et la paix, en accord avec les prÃ©conisations du Panel de haut niveau, et qui, selon les mots du PrÃ©sident Danilo TÃ¼rk, sera le catalyseur des coopÃ©rations Ã instaurer.

Â

L'eau en tant qu'atout pour la paix : Conclusions et recommandations

Le rapport du Panel de haut niveau sur l'eau et la paix comprend sept chapitres qui couvrent les principaux domaines de notre analyse. Chaque chapitre s'achÃ¨ve sur une sÃ©rie de recommandations spÃ©cifiques qui exposent d'autres actions. Dans le dernier chapitre, le Panel prÃ©sente des conclusions gÃ©nÃ©rales et un rÃ©sumÃ© de toutes ses recommandations, c qui permet aux lecteurs d'avoir une vue d'ensemble des mesures proposÃ©es. Le Panel espÃ¨re que ses conclusions et recommandations aideront les dÃ©cideurs Ã Ã©laborer une vision cohÃ©rente des activitÃ©s Ã entreprendre et de la politique mettre en œuvre. â–„

Â

Â

Â

ResSources

A Matter of SurvivalÂ - Report of the Global High-Level Panel on Water and Peace

PÃ´le EAU GenÃ¨ve

Strategic Foresight Group